

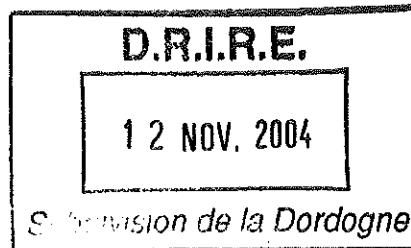


Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE LA DORDOGNE

DIRECTION  
DE LA COORDINATION  
INTERMINISTÉRIELLE

MISSION ENVIRONNEMENT  
ET AGRICULTURE



COPIE

N° : 041664  
DATE : 03 NOV. 2004

LE PREFET DE LA DORDOGNE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU le code minier ;
- VU le code de l'environnement et notamment son livre V, titre 1<sup>er</sup> ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié ;
- VU ensemble la loi n° 94-588 du 15 juillet 1994 modifiant le code minier, les décrets n° 80-331 du 7 mai 1980 et 99-116 du 12 février 1999 relatifs à la police des mines et des carrières et portant règlement général des industries extractives ;
- VU la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement ;
- VU le décret n° 85-453 du 23 avril 1985 pris pour l'application de ladite loi ;
- VU le décret n° 96-18 du 5 janvier 1996 et notamment son article 18 ;
- VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;
- VU l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> février 1996 modifié par l'arrêté du 30 avril 1998 fixant le modèle d'attestation des garanties financières prévues à l'article 23-3 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 ;
- VU l'arrêté ministériel du 10 février 1998 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;
- VU l'arrêté préfectoral du 19 juin 1991 autorisant la S.A.R.L. Dupuy et Fils domiciliée au Pont de la Rizonne, 24410 St Privat des Près à exploiter une carrière à ciel ouvert de calcaire sur le territoire de la commune de Chapdeuil au lieu-dit « La Tranuse » ;

**VU** la demande d'autorisation d'exploiter présentée le 15 mars 2004 par la S.A.R.L. Dupuy et Fils ;

**VU** l'avis de l'inspecteur des installations classées en date du 6 septembre 2004 ;

**VU** l'avis émis par la commission départementale des carrières dans sa réunion du **24 SEP. 2004**

**VU** l'avis du directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement d'Aquitaine ;

**CONSIDERANT** qu'aux termes de l'article L.512.1 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

**CONSIDERANT** que les mesures imposées à l'exploitant notamment, la présence de clôtures, de panneaux et d'une bande non exploitable de 10 mètres en bordure du périmètre autorisé, la présence d'une aire étanche pour le ravitaillement des engins sont de nature à assurer la prévention et la maîtrise des risques et des dangers ;

**CONSIDERANT** que la mise en place d'un merlon au Nord de l'exploitation est de nature à limiter les nuisances sonores en direction du hameau des "Granges" ;

**CONSIDERANT** que les mesures de bruit imposées à l'exploitant permettront de s'assurer du respect de ses obligations afin de protéger l'environnement ;

**CONSIDERANT** que les propositions faites par l'exploitant au commissaire enquêteur d'implanter le concasseur mobile sur la même zone pendant toute la durée de vie de l'exploitation, soit à 350 mètres au moins des maisons les plus proches est de nature à limiter l'impact sonore ;

**CONSIDERANT** que l'exploitant justifie de ses capacités techniques et financières pour mener à bien l'exploitation ;

**CONSIDERANT** que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté et notamment la limitation de la profondeur et de la superficie en cours d'exploitation permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

**SUR** proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Dordogne ;

## ARRETE

### Article 1<sup>er</sup> :

La S.A.R.L. Dupuy et Fils domiciliée au Pont de la Rizonne, 24410 St Privat des Près est autorisée à exploiter une carrière à ciel ouvert de calcaire et une installation de broyage et de concassage de minéraux naturels sur le territoire de la commune de Chapdeuil au lieu-dit « La Tranuse ».

Ces activités sont visées par les rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées :

Désignation de l'activité	Capacité	N° de rubrique	Régime
Exploitation de carrière	Production moyenne : 3 000 t/an  Production maximale : 5 000 t/an	2510.1	Autorisation
Station de broyage, concassage de minéraux	100 kW	2515.2	Déclaration
Installation de distribution de liquides inflammables	< 1 m <sup>3</sup> /h	1434.1.b	Non classable

### Article 2 :

Conformément au plan joint à la demande, lequel est annexé à l'original du présent arrêté, ainsi qu'un plan de phasage des travaux et un plan de remise en état du site, l'autorisation porte sur les parcelles cadastrées dans la section AD sous les n° 158 à 160, 162. Les surfaces réellement exploitables sont celles définies dans le plan joint en annexe du présent arrêté.

La surface globale approximative s'élève à 3 ha 55 a 93 ca.

Le tonnage total de matériaux à extraire est de 90 000 tonnes.

Le tonnage maximal annuel de matériaux à extraire est de 5 000 tonnes, le tonnage moyen de 3 000 tonnes.

L'autorisation d'exploitation est accordée sous réserve des droits des tiers pour un durée de 30 ans à compter de la notification du présent arrêté. Les travaux d'extraction des matériaux doivent être arrêtés 6 mois au moins avant l'échéance de l'autorisation. Elle n'a d'effet que dans les limites des droits de propriété du demandeur et des contrats de forage dont il est titulaire.

**Article 3 :**

L'autorisation délivrée vaut, pour une exploitation conforme aux documents et informations figurant dans la demande et dans l'étude d'impact, dans la mesure où ils ne sont pas contraires aux dispositions prescrites par le présent arrêté.

**Article 4 :**

Sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, l'exploitant doit se conformer :

- aux dispositions de l'arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières rappelées et complétées par les dispositions du présent arrêté ;
- aux dispositions du code minier et des textes pris pour son application relatives à la sécurité et à l'hygiène du personnel, à la conservation de la carrière et à la bonne utilisation du gisement.

**AMENAGEMENTS PRELIMINAIRES****Article 5 :**

**5.1.** L'accès à la voirie publique doit être déterminé en accord avec les services compétents. Il doit être aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique. Il doit être convenablement empierré ou stabilisé sur une largeur suffisante pour éviter la détérioration de la voie empruntée. Ces travaux ne doivent pas gêner l'écoulement des eaux et ne pas modifier les profils en long et en travers de la chaussée et de l'accotement.

Des panneaux A14 doivent être placés aux endroits appropriés.

**5.2.** Avant le début de l'exploitation, doivent être apposés sur chacune des voies d'accès au chantier, des panneaux comportant, en caractères apparents, l'identité du titulaire de la présente autorisation, la référence de l'arrêté préfectoral, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.

**5.3.** Des bornes doivent être placées en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation. Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.

**5.4.** Un réseau de dérivation empêchant les eaux de ruissellement d'atteindre la zone en exploitation doit être mis en place.

**5.5.** En cas de découverte archéologique, préhistorique ou paléontologique fortuite, l'exploitant doit, conformément aux termes de la loi validée au 27 septembre 1941 portant règlement des fouilles archéologiques, de la loi du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive et de son décret d'application du 16 janvier 2002 avertir monsieur le conservateur régional de l'archéologie d'Aquitaine (54, rue Magendie - 33074 Bordeaux Cedex Tél. 05-57-95-02-33 ) afin que toutes les mesures utiles à la sauvegarde et à l'étude des trouvailles puissent être prises.

**Article 6 :**

Dès que sont mis en place les aménagements prévus à l'article 5 permettant la mise en service effective de la carrière, l'exploitant adresse en 3 exemplaires à monsieur le préfet, la déclaration de début d'exploitation prévue à l'article 23.1 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977.

L'exploitant joint à la déclaration de début d'exploitation le document attestant la constitution des garanties financières conforme à l'arrêté interministériel du 1<sup>er</sup> février 1996 modifié par l'arrêté du 30 avril 1998.

Un avis annonçant le dépôt de la déclaration de début d'exploitation est publié aux frais de l'exploitant par les soins du préfet dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département.

L'exploitant doit indiquer au directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, conformément aux dispositions du règlement général des industries extractives, le nom de la personne physique chargée de la direction technique des travaux, le nom de l'organisme extérieur de prévention choisi ainsi que celui chargé des mesures d'empoussiérage.

**CONDUITE DE L'EXPLOITATION****Article 7 :**

L'exploitation doit être conduite conformément au schéma d'exploitation et à l'échéancier correspondant annexés au présent arrêté.

Sans préjudice de la législation en vigueur, le déboisement et le défrichage éventuels des terrains sont réalisés progressivement, par phases correspondant aux besoins de l'exploitation.

**Article 8 :**

Le décapage des terrains est limité aux besoins des travaux d'exploitation.

Le décapage est réalisé de manière sélective, de façon à ne pas mêler les terres végétales constituant l'horizon humifère aux stériles.

L'horizon humifère et les stériles sont stockés séparément et réutilisés pour la remise en état des lieux.

Les matériaux extraits lors du décapage doivent être stockés en merlons en vue d'être réutilisés lors de la remise en état des terrains.

**Article 9 : méthode d'exploitation :**

La parcelle n° 160 et la partie Ouest de la parcelle n° 158 ne doivent pas être exploitées (Plans en annexe I).

La puissance exploitée ne doit pas dépasser 9 mètres.

La profondeur d'exploitation est limitée à la cote minimale NGF de 155,5.

L'exploitation de la superficie autorisée doit être conduite en 6 phases comme décrit dans le dossier de demande d'autorisation.

L'exploitation peut se dérouler par extraction à la pelle hydraulique en un seul gradin taluté à 75°.

L'installation mobile de broyage doit être installée pendant toute la durée de vie de la carrière à une distance minimale de 350 mètres de toutes habitations.

### **SECURITE DU PUBLIC**

#### **Article 10 :**

**10.1.** Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, l'accès est interdit.

**10.2.** L'accès des zones d'exploitation est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent.

**10.3.** Des pancartes placées sur le chemin d'accès aux abords de l'exploitation et à proximité de la clôture aux abords des zones dangereuses doivent signaler la présence de la carrière.

#### **Article 11 :**

Les bords des excavations sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation, ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégralité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité.

De plus, l'exploitation de la masse doit être arrêtée à compter des bords de la fouille ou du front de taille à une distance horizontale telle que, compte tenu de la nature et de l'épaisseur tant de la masse exploitée que des terres de recouvrement, l'équilibre des terrains voisins ne soit pas compromis.

#### **Article 12 :**

Un plan à l'échelle adaptée à la superficie de la carrière doit être établi par l'exploitant et mis à jour au moins une fois par an. Sont reportés :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords dans un rayon de 50 mètres,
- les bords de fouille,
- les courbes de niveau et les côtes d'altitude des points significatifs,
- les zones de remise en état,
- la position des constructions, ouvrages ou infrastructures visés à l'article 11 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales.

## **PREVENTION DES POLLUTIONS**

### **Article 13 :**

**13.1.** L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols, ou de nuisances par le bruit, les vibrations et l'impact visuel.

**13.2.** L'ensemble du site et ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté.

Les voies de circulation internes et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et entretenues.

Les voies de circulation publiques doivent être débarrassées de tous gravats ou boue qui ont pu être déposés par les véhicules accédant ou provenant de la carrière.

**13.3.** Toutes précautions doivent être prises pour éviter le déversement dans la fouille de matières fermentescibles dangereuses d'hydrocarbures et de tout résidu susceptibles de polluer les eaux superficielles et souterraines.

Le ravitaillement des engins par une citerne mobile présente sur le site uniquement à l'occasion de ces opérations doit être réalisé sur une aire étanche qui doit être vidangée de toutes les égouttures éventuelles dans des fûts.

L'entretien des engins de chantier doit se faire hors du site.

Des produits absorbants doivent être disponibles en permanence en tous points où cela s'avère nécessaire.

### **13.4. Rejet des eaux :**

**13.4.1.** Les eaux de ruissellement doivent être canalisées avant leur rejet dans le milieu naturel.

### **13.5. Normes de rejet :**

Les eaux de ruissellement rejetées éventuellement dans le milieu naturel depuis le bassin de décantation doivent respecter les valeurs suivantes :

- pH compris entre 5,5 et 8,5 ;
- M.E.S. < 35 mg/l ;
- D.C.O. < 125 mg/l ;
- Hydrocarbures < 10 mg/l.

**13.6.** Toutes dispositions doivent être prises pour limiter les quantités de déchets produits. Les déchets produits sur le site (pièces d'usure des engins et installations, etc ...) doivent être stockés dans des conditions prévenant les risques de pollution (prévention des envols, des infiltrations dans le sol, des odeurs) ; les déchets banals (bois, papiers, verre, plastiques, caoutchouc, etc ...) et non contaminés par des substances toxiques, peuvent être valorisés ou éliminés dans les mêmes conditions que les ordures ménagères ; les déchets

industriels spéciaux (huiles) doivent être éliminés dans des installations autorisées à les recevoir.

Les déchets produits par l'établissement doivent faire l'objet d'une comptabilité précise tenue en permanence à la disposition de l'inspecteur des installations classées. A cet effet, l'exploitant doit ouvrir un registre mentionnant pour chaque type de déchets :

- l'origine, la composition, le code nomenclature, la quantité,
- le nom de l'entreprise chargée de l'enlèvement, la date de l'enlèvement,
- la destination précise des déchets : lieu et mode d'élimination finale.

Les documents justificatifs de l'exécution et de l'élimination des déchets doivent être annexés au registre prévu ci-dessus et conservés pendant 3 ans. Ils doivent être tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

**13.7.** L'exploitant doit prendre toutes les dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières.

En particulier :

- les pistes doivent être arrosées aussi fréquemment que nécessaire,
- les parties des installations émettant des poussières doivent être soit capotées soit équipées de systèmes d'abattage ou de captation des poussières.

**13.8.** L'exploitation doit être menée de manière à ne pas être à l'origine de bruits aériens ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.

Dès le début d'exploitation un merlon de 3 mètres de haut doit être mis en place au Nord de l'exploitation en direction du hameau des "Granges".

**13.8.1.** Les niveaux limites de bruit à ne pas dépasser en limite de zone autorisée sont les suivants :

<b>Points de mesure</b>	<b>Position</b>	<b>Niveaux limite en dB(A) Période allant de 7 heures à 22 heures sauf dimanches et jours fériés</b>
A	Vers le hameau des "Granges"	45
B	Au Nord de l'exploitation	45
C	Au Sud de l'exploitation	50

Les émissions sonores de l'établissement n'engendrent pas une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée :



Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Emergence admissible pour la période allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés
Supérieure à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)
Supérieure à 45 dB(A)	5 dB(A)

L'exploitation doit se dérouler du lundi au vendredi entre 8 heures et 18 heures sur une période cumulée moyenne de 30 jours par an pour l'extraction et de 1 semaine par an pour le broyage.

Le travail les dimanches et les jours fériés n'est pas autorisé.

En chacun des points de contrôle, l'appréciation des effets du bruit perçus dans l'environnement doit être faite par comparaison du niveau de réception par rapport au niveau limite défini ci-dessus ou au niveau initial déterminé dans les formes prévues au paragraphe 2.3. de l'arrêté du 20 août 1985.

**13.8.2.** Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de la carrière doivent être conformes à la réglementation en vigueur.

**13.8.3.** Un contrôle des niveaux sonores doit être effectué lors de la première année d'exploitation et ensuite tous les trois ans. Les points de mesure sont ceux figurant dans le plan joint en annexe du présent arrêté.

Les résultats de ces mesures doivent être communiqués immédiatement à l'inspecteur des installations classées.

En dehors des tirs de mines, les prescriptions de la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées ainsi que les règles techniques qui y sont annexées sont applicables.

Toute intervention nécessitant la mise en œuvre de la méthode d'analyse fine de la réponse vibratoire, telle que définie dans la circulaire du 23 juillet 1986 doit être effectuée par un organisme agréé.

**13.9.** Le matériau extrait doit être transporté dans un état compatible avec les conditions de circulation, l'exploitant doit prendre toutes dispositions pour maintenir les chaussées empruntées, pour les besoins de son exploitation, en parfait état de propreté.

## REMISE EN ETAT

### Article 14 :

**14.1.** La remise en état de la carrière doit être coordonnée à l'exploitation conformément au schéma de remise en état et à l'échéancier annexés au présent arrêté. L'exploitant notifie la remise en état de chaque phase au préfet.

La remise en état consiste pour :

#### le front de taille d'exposition Sud et Sud-Est

- de conserver certaines portions sous une forme relativement abrupte, avec une hauteur suffisante, tout en gardant ou en créant quelques cavités et terrasses favorables à la faune,
- de reprofiler entre ces portions les fronts moins stables et/ou fissurés en pente douce de l'ordre de 45°.

#### le front de taille d'exposition Nord et Nord-Ouest

- d'adoucir la pente selon un angle de 45° soit par terrassement suivi d'un régalaage de terre de découverte soit uniquement par régalaage de découverte de façon irrégulière pour obtenir un effet de modelage.

#### le carreau

Le carreau doit être remodelé à l'aide de matériaux de différentes granulométrie de façon à lui donner un aspect varié en :

- zones d'éboulis ou remblais mis en place de façon irrégulière,
- zones de conservation de dalles nues,
- zones de blocs rocheux.

**14.2.** La remise en état doit être achevée au plus tard à l'échéance de l'autorisation (ou six mois avant l'arrêt définitif de l'exploitation).

L'exploitant doit adresser au préfet un dossier comprenant :

- la date prévue d'arrêt de l'exploitation et la date prévue pour la fin du réaménagement ;
- les plans réels ou prévisionnels des installations et des terrains remis en état ;
- un mémoire sur l'état du site, notamment si celui-ci a fait l'objet d'un remblaiement partiel ou total ;
- dans la mesure du possible, des photos significatives de l'état du site après réaménagement.

## CONSTITUTION DES GARANTIES FINANCIERES

### Article 15 :

L'exploitant doit remplir l'obligation de constitution de garanties financières prescrite par l'article L.516.6 de la loi du code de l'environnement dans les conditions suivantes :

**15.1.** Compte tenu du phasage d'exploitation et du réaménagement tel que défini aux articles 9 et 14 du présent arrêté d'autorisation, le montant des garanties financières retenu est égal au montant maximal calculé par période quinquennale nécessaire pour effectuer le réaménagement correspondant à la dite période. Ce montant est fixé à :

- première période d'exploitation et réaménagement (de la date de publication du présent arrêté à 5 ans après cette date) : 12 297 euros ;
- deuxième période d'exploitation et réaménagement (de 5 ans après la date de publication du présent arrêté à 10 ans après cette date) : 12 809 euros ;
- troisième période d'exploitation et réaménagement (de 10 ans après la date de publication du présent arrêté à 15 ans après cette date) : 21 319 euros ;
- quatrième période d'exploitation et réaménagement (de 15 ans après la date de publication du présent arrêté à 20 ans après cette date) : 21 670 euros ;
- cinquième période d'exploitation et réaménagement (de 20 ans après la date de publication du présent arrêté à 25 ans après cette date) : 25 740 euros ;
- sixième période d'exploitation et réaménagement (de 25 ans après la date de publication du présent arrêté à 30 ans après cette date) : 26 091 euros.

Le document attestant la constitution des garanties financières doit indiquer, dans son article 2, que le montant maximum du cautionnement est de **12 297 euros**.

**15.2.** En toute période, l'exploitant doit être en mesure de justifier l'existence d'une caution solidaire telle que prévue par la réglementation et d'un montant au moins égal à la somme fixée ci-dessus. Notamment, le document correspondant doit être disponible sur le site de la carrière ou sur un site proche et l'inspecteur des installations classées peut en demander communication lors de toute visite.

**15.3.** Une augmentation du coût de la remise en état nécessite une augmentation du montant des garanties financières.

**15.4.** Compte tenu de la date d'échéance des garanties financières, telle qu'elle figure sur le document transmis en début d'exploitation ou à la date d'échéance de tout document postérieur renouvelant ces garanties et au moins 6 mois avant cette date, l'exploitant adresse au préfet un nouveau document, conforme à l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup>

février 1996 modifié par l'arrêté du 30 avril 1998 attestant du renouvellement et de l'actualisation éventuelle de ces garanties, pour une nouvelle période.

**15.5.** Le montant des garanties financières fixé à l'article 15.1 ci-dessus est indexé sur l'indice TP 01 publié par l'INSEE. L'indice TP 01 de référence est l'indice correspondant au dernier indice TP 01 connu à la date de signature du présent arrêté soit celui du mois de mars 2004.

L'actualisation du montant des garanties financières en fonction de l'évolution de cet indice, interviendra chaque fois que l'un des deux termes suivants sera atteint :

- début d'une nouvelle période quinquennale telle que définie à l'article 15.1 ci-dessus,
- augmentation de cet indice supérieure à 15 % pour la période courant depuis la dernière actualisation.

Dans les deux cas, l'actualisation des garanties financières doit être faite à l'initiative de l'exploitant sans que l'administration ait à le demander. Lorsque cette actualisation n'est pas prise en compte, dans toute attestation de renouvellement de garanties financières qui se trouverait concernée ou, est prise en compte de façon insuffisante, ce document ne remplit pas les conditions visées à l'article 15.4. Dans ce cas, l'exploitant peut faire l'objet des sanctions administratives prévues à l'article 15.9 ci-dessous.

**15.6.** Lorsque la quantité de matériaux extraits est sensiblement inférieure aux prévisions utilisées pour le calcul des garanties financières figurant à l'article 15.1 ci-dessus et, lorsqu'un nouveau calcul de ces garanties financières aboutit à un résultat au moins inférieur de 25 % au chiffre figurant à l'article 15.1, l'exploitant peut demander au préfet, pour les périodes quinquennales suivantes, une révision de ces chiffres. Dans ce cas, l'exploitant adresse au préfet une demande accompagnée d'un dossier technique justificatif au moins 10 mois avant le terme de la période quinquennale en cours.

**15.7** Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à l'augmentation du montant de garanties financières doit être portée sans délai à la connaissance du préfet et ne peut intervenir avant la fixation du montant de celles-ci par arrêté complémentaire et la fourniture de l'attestation correspondante par l'exploitant.

**15.8.** Le préfet fait appel à l'organisme de caution solidaire ayant fourni l'attestation de garanties financières :

- soit en cas de non respect des prescriptions du présent arrêté en matière de remise en état après que la mesure de consignation prévue à l'article L.514.1 du code de l'environnement a été exécutoire,
- soit en cas de disparition juridique de l'exploitant et d'absence de remise en état conforme au présent arrêté.

**15.9.** L'absence de garanties financières, par défaut de production par l'exploitant de l'attestation de garanties financières initiales ou de l'attestation de renouvellement visée à l'article 15.4 ci-dessus, entraîne la suspension de l'exploitation après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L.514.1.I.3 du code de l'environnement.

**15.10.** Toute infraction aux dispositions du présent arrêté relative à la remise en état, constitue, après mise en demeure, un délit tel que prévu et réprimé par l'article L.514.11 du code de l'environnement.

## DISPOSITIONS DIVERSES

### Article 16 :

#### 16.1. Prévention des risques :

Toutes dispositions doivent être prises pour éviter les risques d'incendie et d'explosion.

L'établissement doit être pourvu de moyens d'intervention et de secours appropriés aux risques.

Ces moyens et les modes d'intervention doivent être déterminés en accord avec l'inspecteur des installations classées et les services départementaux d'incendie et de secours.

Les équipements de sécurité et de contrôle et les moyens d'intervention et de secours doivent être maintenus en bon état de service et vérifiés périodiquement.

Les résultats de ces contrôles doivent être consignés sur un registre.

Un règlement général de sécurité fixant le comportement à observer dans l'établissement et traitant, en particulier, des conditions de circulation à l'intérieur de l'établissement, des précautions à observer en ce qui concerne les feux nus, le port du matériel de protection individuelle et de la conduite à tenir en cas d'incendie ou d'accident doit être remis à tous les membres du personnel ainsi qu'aux personnes admises à travailler dans l'établissement.

Il doit être affiché ostensiblement à l'intérieur de l'établissement.

Des consignes générales de sécurité visant à assurer la sécurité des personnes et la protection des installations, à prévenir les accidents et à en limiter les conséquences sont tenues à la disposition du personnel intéressé dans les emplacements concernés.

Elles doivent spécifier les principes généraux de sécurité à suivre concernant :

- les modes opératoires,
- le matériel de protection collectif ou individuel et son utilisation,
- les mesures à prendre en cas d'accident ou d'incendie.

Elles doivent énumérer les opérations ou manœuvres qui ne peuvent être exécutées qu'avec une autorisation spéciale.

Le personnel appelé à intervenir doit être entraîné périodiquement au cours d'exercices organisés à la cadence d'au moins une fois par an à la mise en œuvre des matériels d'incendie et de secours.

Les dates et les thèmes de ces exercices ainsi que les observations auxquelles ils peuvent avoir donné lieu doivent être consignés sur un registre.

### **16.2. Installations électriques :**

Les installations doivent être réalisées selon les règles de l'art. Elles doivent être maintenues en bon état. Elles doivent être périodiquement contrôlées (au moins une fois par an) par un technicien compétent. Les rapports de contrôle sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Les dispositions de l'arrêté ministériel du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation des installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion sont applicables aux installations dans lesquelles une atmosphère explosive est susceptible d'apparaître.

### **16.3. Appareils à pression :**

Tous les appareils à pression en service dans l'établissement doivent satisfaire aux prescriptions du décret du 2 avril 1926 modifié sur les appareils à vapeur et du décret du 18 janvier 1943 modifié sur les appareils à pression de gaz.

### **16.4. Incidents et accidents :**

Tout incident ou accident ayant compromis la sécurité de l'établissement ou du voisinage ou la qualité des eaux doit être consigné sur un registre.

L'exploitant doit déclarer, sans délai, à l'inspecteur des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement des installations qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511.1. du Code de l'Environnement.

Tous les ans, l'exploitant doit adresser à l'inspecteur des installations classées un rapport reprenant et commentant, si nécessaire, les indications portées sur le registre spécial en application des conditions ci-dessus.

### **Article 17 :**

Toute modification des conditions d'exploitation de la carrière, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

### **Article 18 :**

Le présent arrêté cessera de produire effet si l'exploitation n'est pas mise en service dans le délai de trois ans ou si la carrière n'est pas exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

### **Article 19 :**

L'inobservation des dispositions de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 ou du présent arrêté est passible des sanctions administratives et pénales prévues par le code de l'environnement et le décret du 21 septembre 1977 susvisés, sans préjudice des sanctions administratives et pénales prévues par la loi du 3 janvier 1992 sur l'eau et les articles 141 et 142 du code minier (article 28, 41 et 42 de la loi n° 94-588 du 15 juillet 1994 susvisée).

**Article 20 : délai et voie de recours**

Le présent arrêté peut être déféré au tribunal administratif :

- par le demandeur ou l'exploitant dans le délai de 2 mois à dater de sa notification ;
- par les tiers dans le délai de 6 mois à dater de l'achèvement des formalités de publicité de la déclaration de début d'exploitation transmise par l'exploitant au préfet.

**Article 21 :**

Le présent arrêté sera notifié à la S.A.R.L. Dupuy et Fils.

Une copie sera déposée à la mairie de Chapdeuil et pourra y être consultée.

Un extrait de l'arrêté, énumérant les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché à la mairie de Chapdeuil pendant une durée minimum d'un mois.

Le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, sur le site de la carrière par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Un avis sera inséré par les soins de la préfecture et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

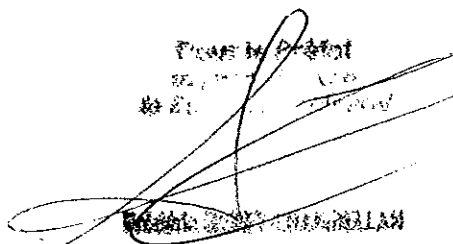
**Article 22 :**

M. le secrétaire général de la préfecture de la Dordogne,  
M. le maire de la commune de Chapdeuil,  
M. le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement  
Aquitaine à Bordeaux,  
M. l'inspecteur des installations classées,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Périgueux, le **03 NOV. 2004**

Le préfet

  
Préfet de la Dordogne  
M. de la Dordogne  
M. de la Dordogne  
M. de la Dordogne

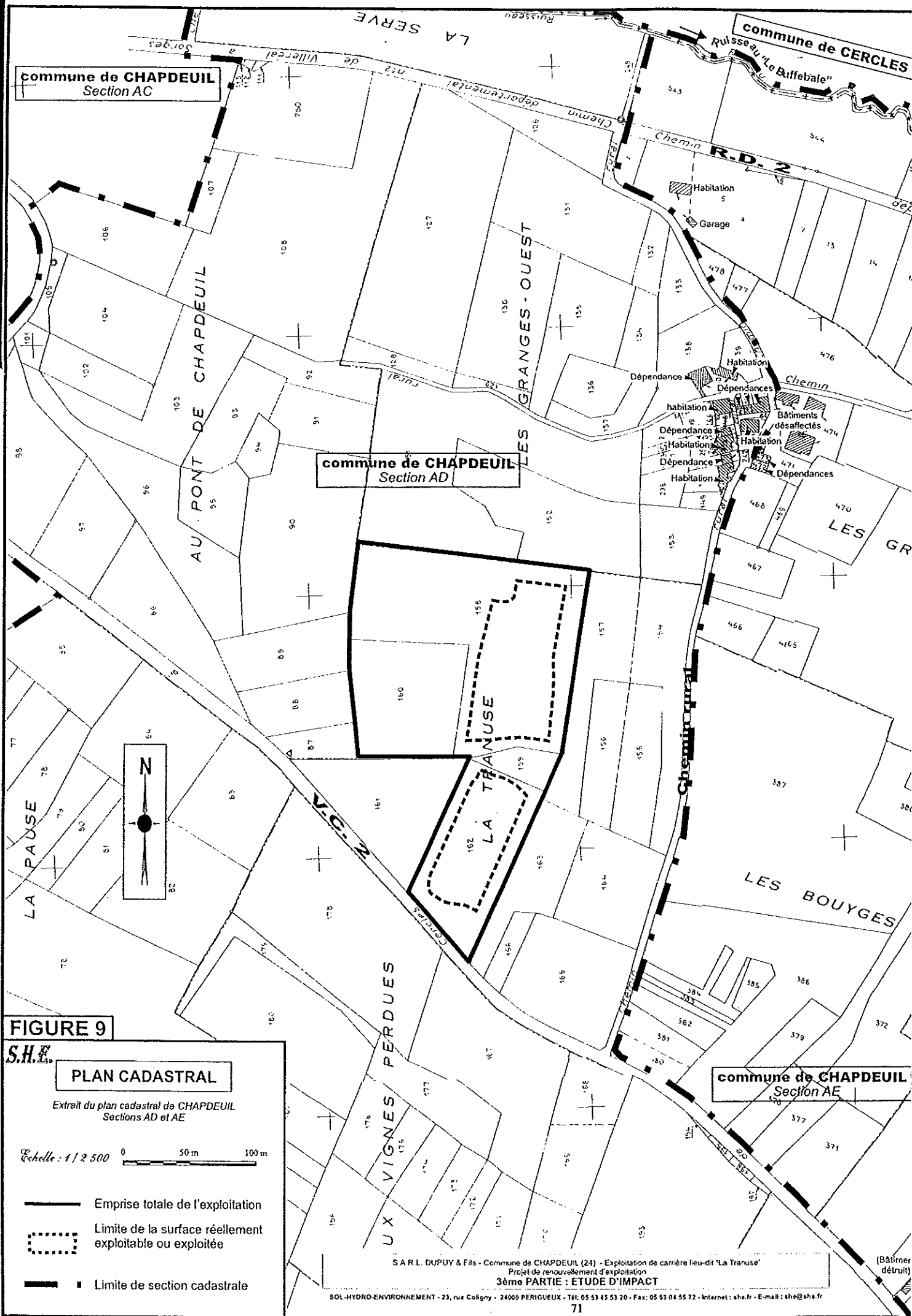
**ANNEXES A L'ARRETE****N° 041664****DU 03 NOV. 2004**



**ANNEXE I : PLANS**

Plan d'ensemble

Plan de phasage



**FIGURE 9**




**S.H.E.**

**PLAN CADASTRAL**

Extrait du plan cadastral de CHAPDEUIL  
Sections AD et AE

Echelle : 1/2 500

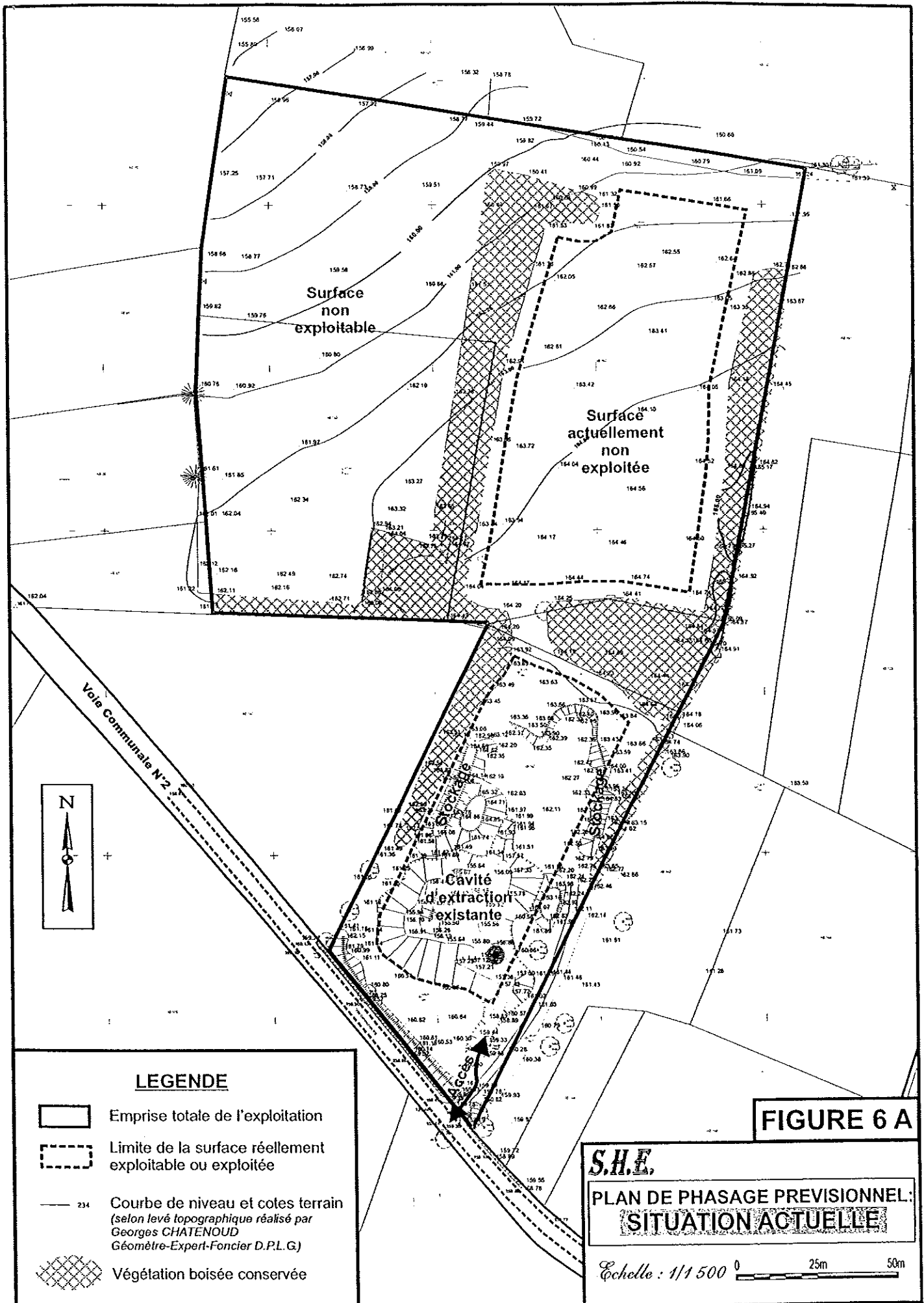
0 50m 100m

-  Emprise totale de l'exploitation
-  Limite de la surface réellement exploitable ou exploitée
-  Limite de section cadastrale





S A R L. DUPUY & Fils - Commune de CHAPDEUIL (24) - Exploitation de carrière lieu-dit "La Tranuse"  
 Projet de renouvellement d'exploitation  
**3ème PARTIE : ETUDE D'IMPACT**

SOL-HYDRO-ENVIRONNEMENT - 23, rue Coëgry - 24000 PERIGUEUX - TEL: 05 53 45 53 20 - FAX: 05 53 04 55 72 - Internet: she.fr - E-mail: she@she.fr

(Bâtiment détruit)



**LEGENDE**

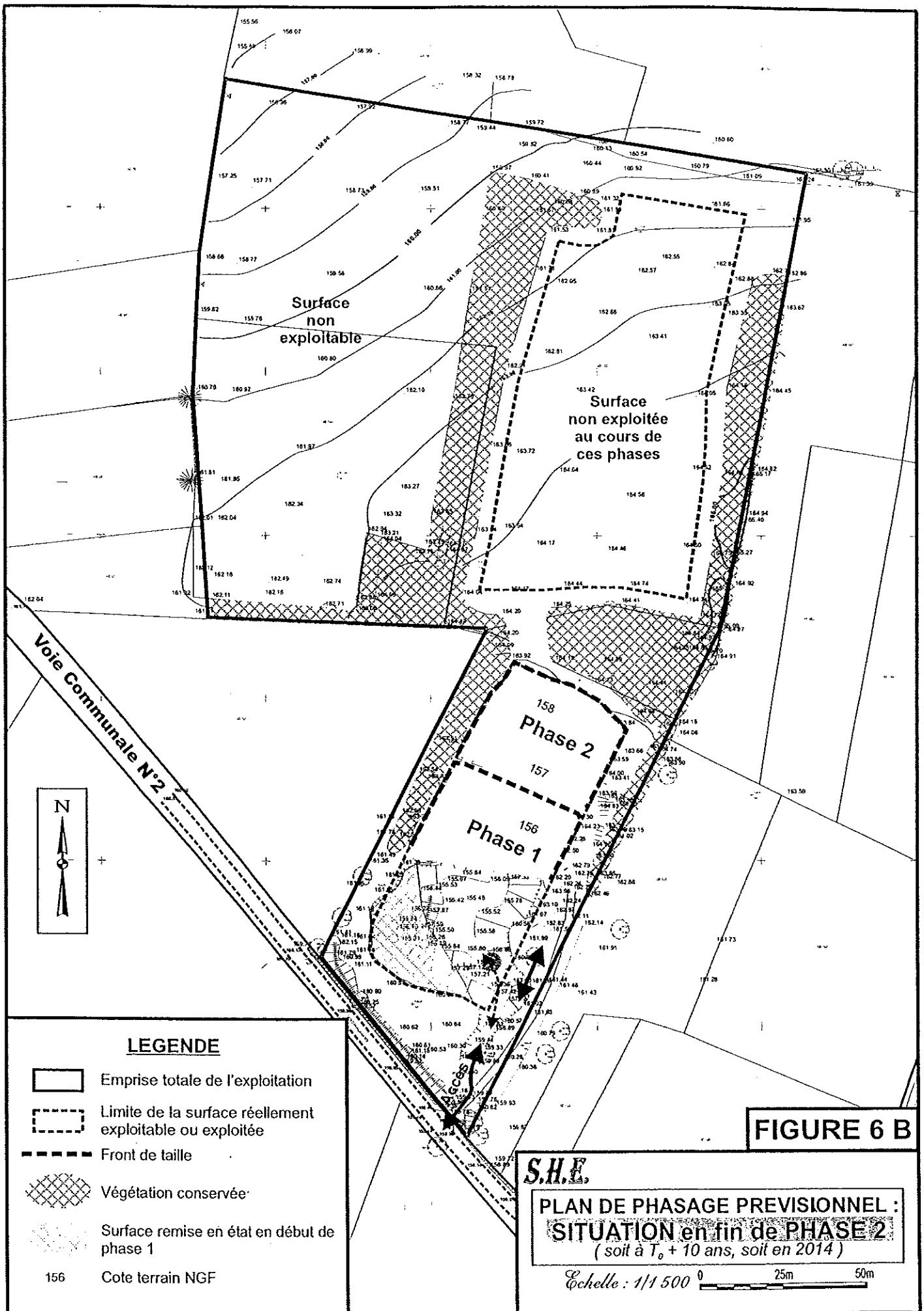
-  Emprise totale de l'exploitation
-  Limite de la surface réellement exploitable ou exploitée
-  234 Courbe de niveau et cotes terrain (selon levé topographique réalisé par Georges CHATENOUD Géomètre-Expert-Foncier D.P.L.G.)
-  Végétation boisée conservée

**FIGURE 6 A**

**S.H.E.**  
**PLAN DE PHASAGE PREVISIONNEL:**  
**SITUATION ACTUELLE**






Echelle : 1/1 500 

S.A.R.L. DUPUY & Fils - Commune de CHAPDEUIL (24) - Exploitation de carrière lieu-dit "La Trançue"  
 Projet de renouvellement d'exploitation  
**2ème PARTIE : DESCRIPTION TECHNIQUE**



**FIGURE 6 B**

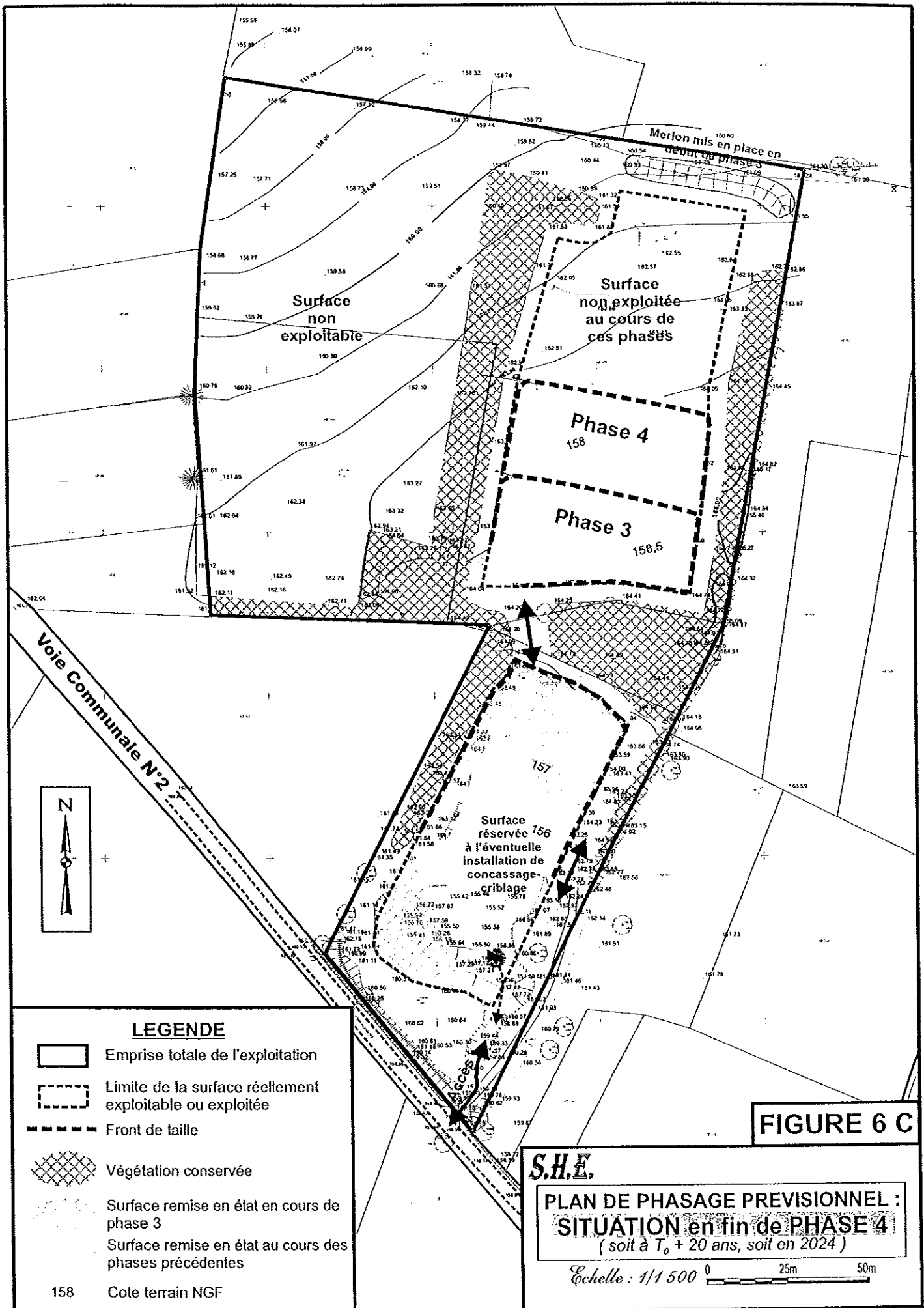
**LEGENDE**

-  Emprise totale de l'exploitation
-  Limite de la surface réellement exploitable ou exploitée
-  Front de taille
-  Végétation conservée
-  Surface remise en état en début de phase 1
- 156 Cote terrain NGF

**S.H.E.**

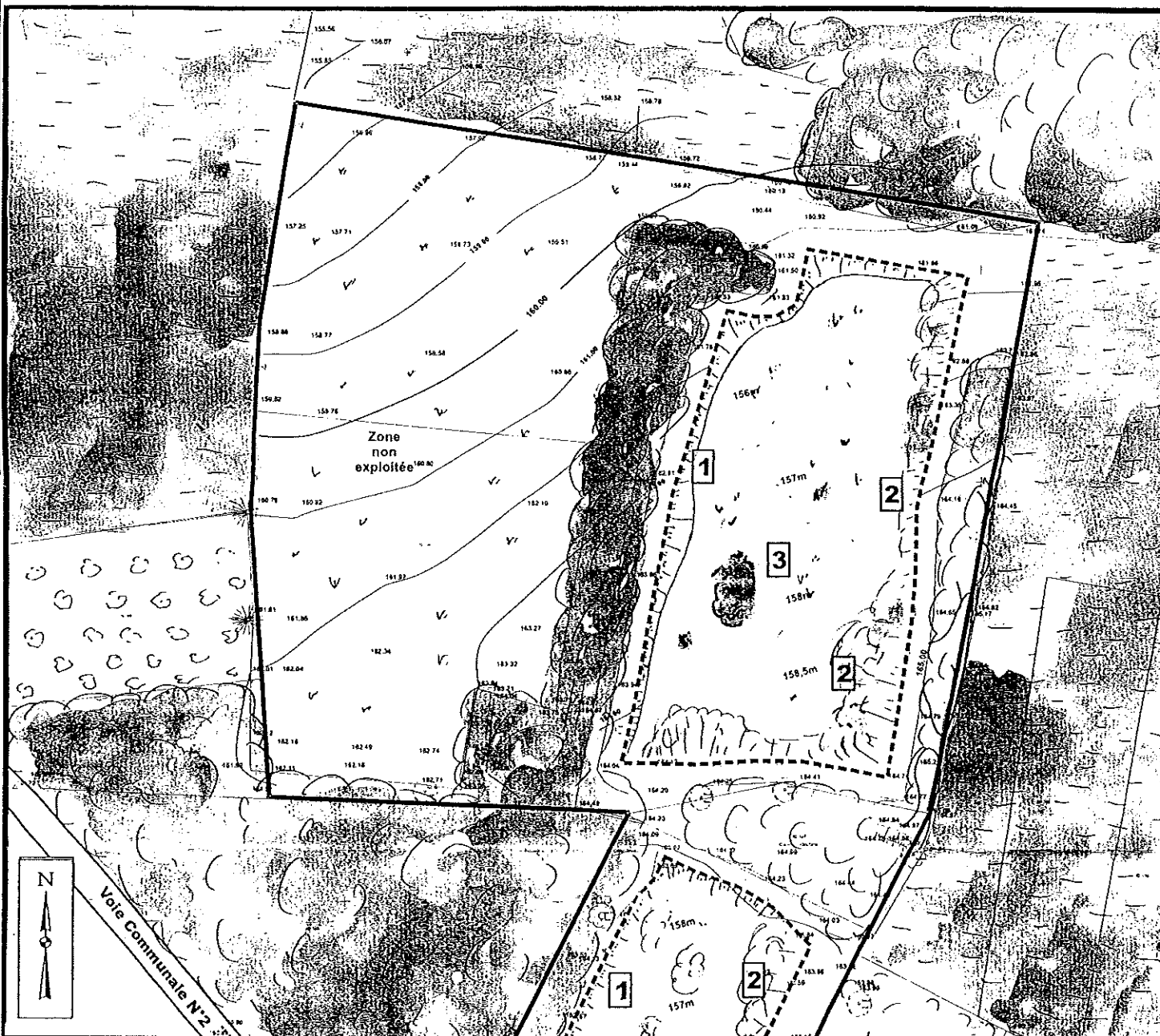
**PLAN DE PHASAGE PREVISIONNEL :**  
**SITUATION en fin de PHASE 2**  
*( soit à T<sub>0</sub> + 10 ans, soit en 2014 )*

Echelle : 1/1 500 



**FIGURE 6 C**

**ANNEXE II : PLAN DE REMISE EN ETAT**








**FIGURE 21 A**

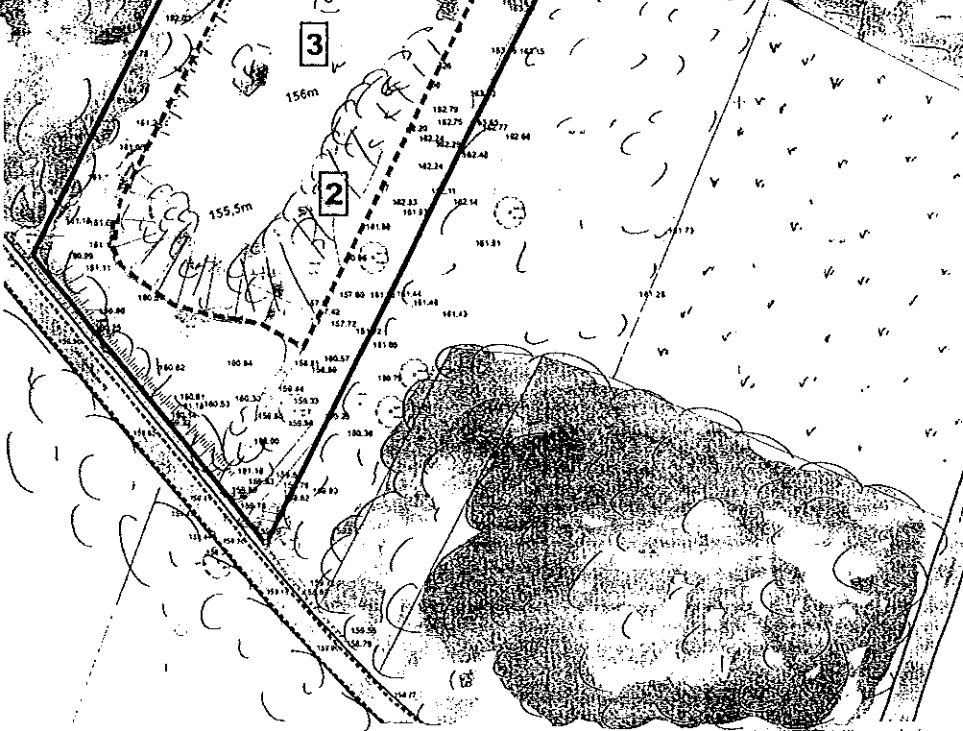
**S.H.E.**

**PLAN DE REMISE EN ETAT FINALE**

Echelle : 1 / 1000

0 25 m 50 m

-  Emprise totale de l'exploitation
-  Limite de la surface réellement exploitée en fin d'exploitation
- 1** Partie de front de taille remis en état en privilégiant la conservation de pans rocheux avec petites cavités favorables à la faune (fronts d'orientation préférentiellement Sud et Sud-Est) (cf. détail A fig 21B page suivante)
- 2** Partie de front de taille remis en état par remodellement du front de taille (terrassement et/ou remblaiement) en pente plus douce, favorisant la recolonisation végétale naturelle (fronts d'orientation préférentiellement Nord et Nord-Ouest) (cf. détail B fig 21B page suivante)
- 3** Remodellement varié du carreau, par régallages irréguliers de blocs et d'éboulis rocheux, avec recolonisation végétale naturelle
-  Boisements, haies, bosquets, friche arbustive
-  Friche, pré pâturé
-  Terrain cultivé

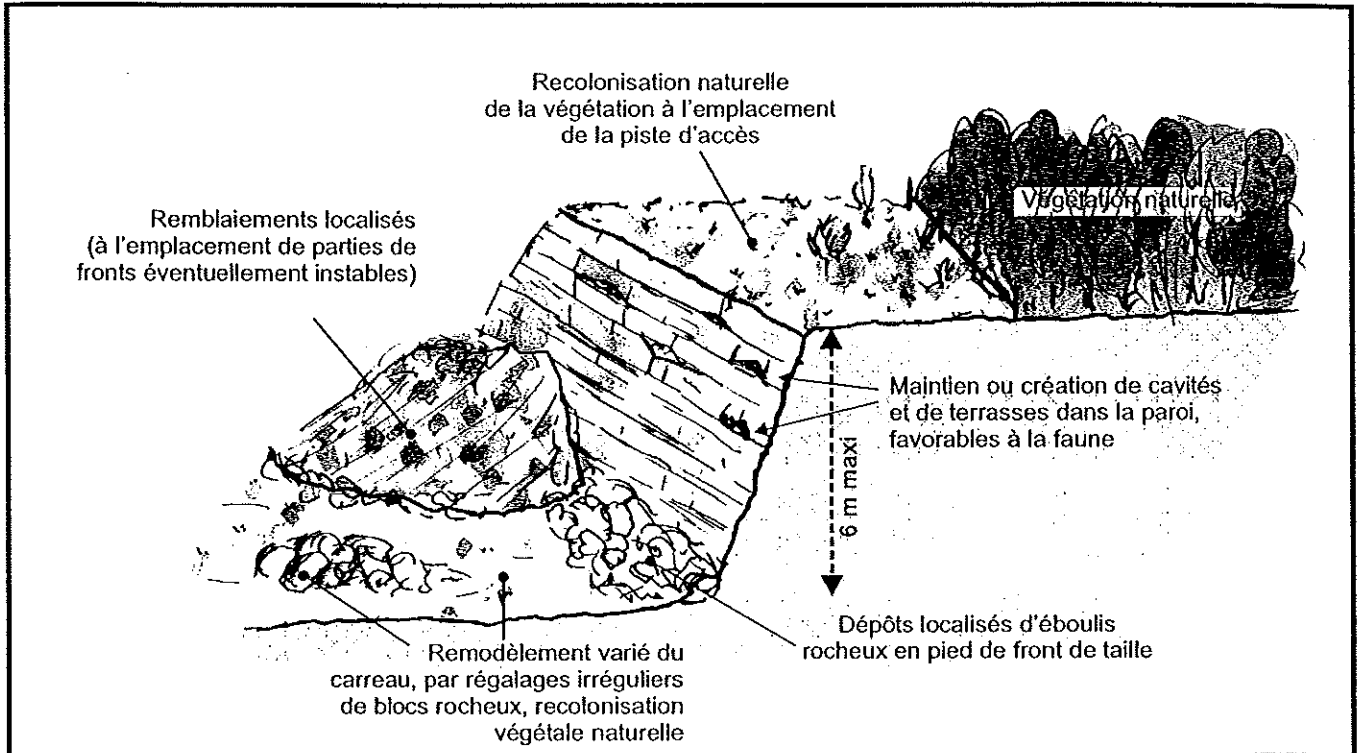


S.A.R.L. DUPUY & Fils - Commune de CHAPDEUIL (24) - Exploitation de carrière lieu-dit "La Tranuse"  
 Projet de renouvellement d'exploitation

**3ème PARTIE : ETUDE D'IMPACT**

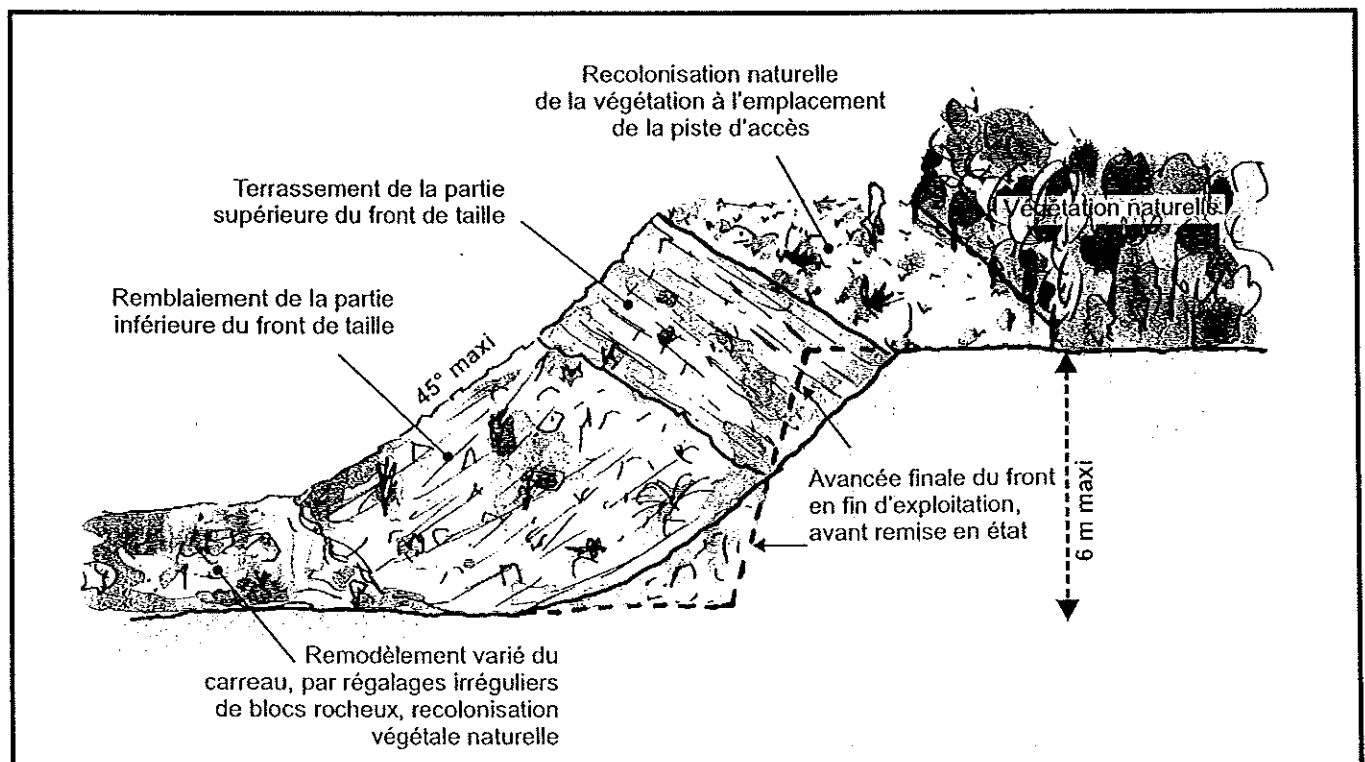
## COUPES SCHEMATIQUES DU PRINCIPE DE REMISE EN ETAT DU SITE

Emplacement : cf Fig. 21 A



▲ **DETAIL A** : remise en état des fronts de taille d'expositions principalement Sud et Sud-Est

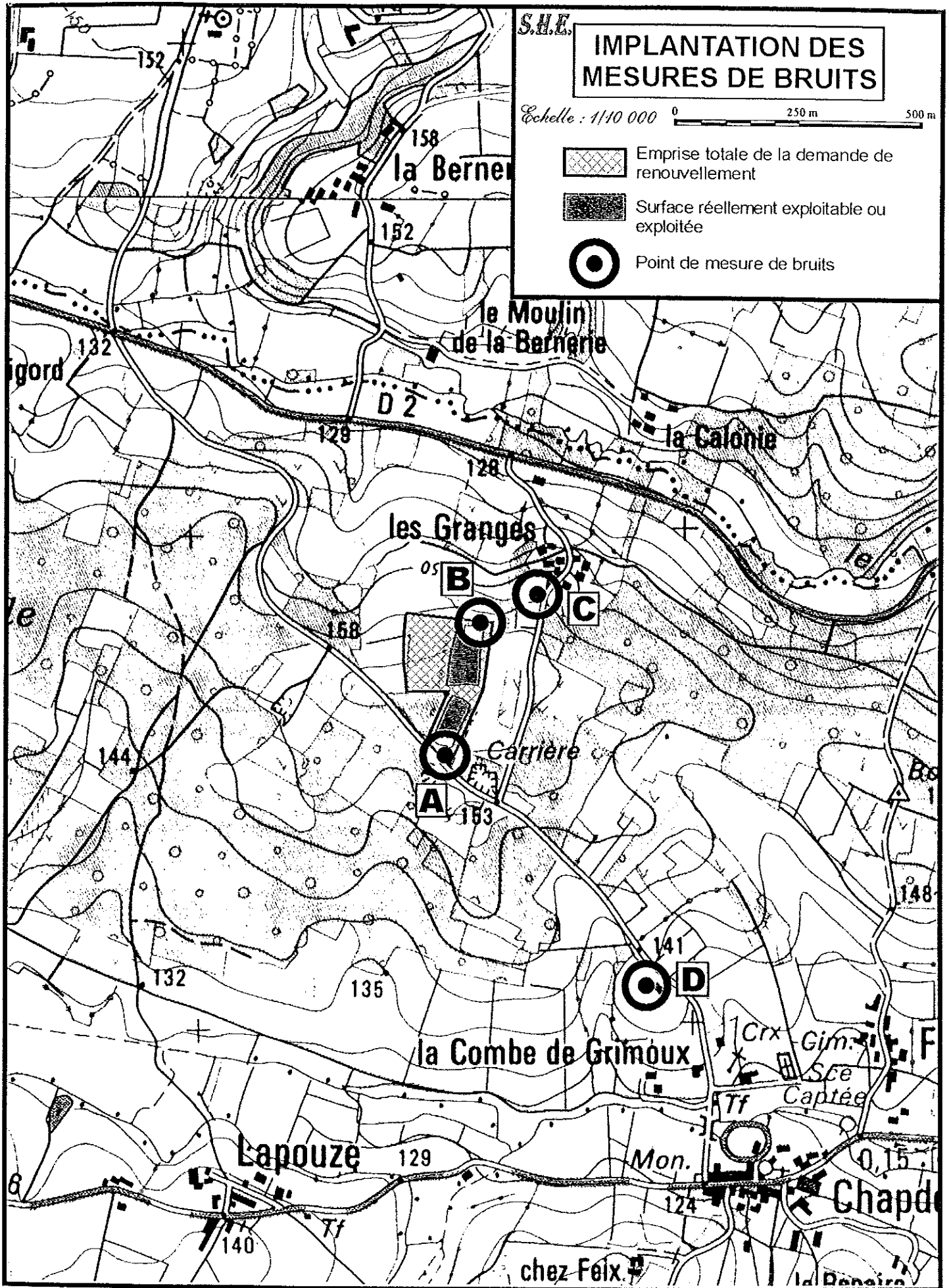
▼ **DETAIL B** : Remise en état des fronts de taille d'expositions principalement Nord et Nord-Ouest





<b>ANNEXE III : PLAN DE LOCALISATION DES POINTS DE MESURE ET DE CONTROLE</b>
--

- mesures de bruit,



S.A.R.L. DUPUY & Fils – Commune de CHAPDEUIL (24) – Lieu-dit « La Tranuse »  
 Projet de RENOUELEMENT de carrière

3<sup>ème</sup> PARTIE : ETUDE D'IMPACT : CHAPITRE A – Analyse de l'état initial du site et de son environnement

SOL-HYDRO-ENVIRONNEMENT 23, rue COLIGNY 24000 PERIGUEUX ☎ 05.53.45.53.20 - Fax 05.53.04.55.72 - E-mail : she@she.fr

**ANNEXE IV : RECAPITULATIF DES FREQUENCES DES  
CONTROLES**

Société : SARL Dupuy et Fils

**FREQUEUNCE DES CONTROLES**

Désignation	Contrôles périodiques (par l'exploitant)	Contrôles par un laboratoire agréé	OBSERVATIONS
Bruit		Dès la première année d'exploitation puis tous les trois ans	Les résultats des mesures sont à communiquer immédiatement à l'inspecteur des installations classées